

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 01/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS

Immeuble le Terra - 250 rue Maryam Mirzakhani
CS20756
34000 Montpellier

Références : XB/FD/E/2025
Code AIOT : 0005517730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 du parc éolien de FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS implanté La Planchette - 56490 Ménéac. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FUTURES ENERGIES INVESTISSEMENTS
- La Planchette - 56490 Ménéac
- Code AIOT : 0005517730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de MénéAC (ENGIE) est équipé de 7 éoliennes ENERCON E53 et est en service depuis le 10/11/2009.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivis environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
3	Centre de conduite	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
4	Propreté / entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
6	Gestion du risque (délais)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Conforme.

L'installation a été mise à la terre lors de la construction des éoliennes.

Les contrôles visuels sont effectués une fois par an. L'exploitant réalise des exercices avec son centre de conduite qui permettent de s'assurer du respect des délais lors d'un incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivis environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration obligatoire
Prescription contrôlée : Transmission des rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Un logiciel interne à ENGIE extrait les données SCADA en temps réel (DARWIN). Ces données sont traitées toutes les semaines par l'exploitant qui s'assure du bon fonctionnement. Il n'y a pas de traitement automatique de vérification de la panne actuellement, toutefois ENGIE travaille au développement d'un logiciel de suivi de bridage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Des contrôles périodiques sont obligatoires pour les nouvelles installations pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : <ul style="list-style-type: none">- une fois par an pour le contrôle visuel ;- une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.
Constats : Les installations (7 éoliennes E53 construites en 2009) sont mises à la terre. L'exploitant, ENERCON dans le cadre de la maintenance, assure un contrôle visuel annuel. Ces modalités d'application sont conformes aux dispositions de l'annexe III.4 « Installations existantes historiques ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Centre de conduite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation / procédures
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels. Il connaît les procédures définies à l'article 22. Il procède à des exercices d'entraînement. La réalisation des exercices sont consignés dans un registre qui contient l'analyse de retour d'expérience.
Constats : Le personnel ENGIE, notamment le centre de conduite, dispose de formations sur les risques accidentels et connaît les procédures définies à l'article 22. L'exploitant procède à des exercices d'entraînement portant sur des parcs exploités par ENGIE. Le dernier en Morbihan a été réalisé sur le parc de RADENAC le 27/02/2025. L'exploitant tient à jour un registre des exercices d'entraînement et réalise des comptes-rendus précisant les conditions de réalisation de ces exercices. L'exercice de RADENAC a permis de vérifier la procédure définie et d'effectuer une évacuation nacelle. Le compte-rendu permet un suivi et assure la programmation du prochain exercice. Le registre permet de s'assurer de la fréquence de réalisation. Le compte-rendu a été visualisé par l'inspecteur et transmis par courriel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté / entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Sur site l'éolienne visitée est propre et sans stockage, les abords et accès à l'installation sont également maintenus en bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : II. Tous les 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre III. L'installation est équipée de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie IV. Les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance
Constats : L'inspecteur a pu constater sur le registre la mise en œuvre de la maintenance des pales ainsi que de la maintenance des systèmes instrumentés de sécurité (SIS).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion du risque (délais)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : En cas de détection d'incendie, l'exploitant ou une personne qu'il aura désignée et formée est en mesure de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence : <ul style="list-style-type: none">- dans un délai maximal de 60 minutes ;- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes.

Constats :

L'exercice d'entraînement évoqué par la fiche de constats relative à l'article 15 permet de vérifier le respect de ces délais.

Le compte-rendu d'exercices d'entraînement permet d'en attester.

Type de suites proposées : Sans suite